



HAL
open science

L'artisanat de la terre cuite en Vendée et Loire-Atlantique du XVe au XIXe siècle : l'apport de la documentation écrite

Alain Champagne

► To cite this version:

Alain Champagne. L'artisanat de la terre cuite en Vendée et Loire-Atlantique du XVe au XIXe siècle : l'apport de la documentation écrite : Dans La céramique médiéval dans les pays de la Loire et en Bretagne du XIe au XVIe siècle. Projet Collectif de Recherche (2012-2016). Rapport final du programme pluriannuel. Dir. Henigfeld Y.,. [Rapport de recherche] vol. 1, Université de Nantes. 2017, pp.179-204. hal-01790598

HAL Id: hal-01790598

<https://hal.science/hal-01790598>

Submitted on 5 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ANNEXE 1 : L'ARTISANAT DE LA TERRE CUITE EN VENDEE ET LOIRE-
ATLANTIQUE DU XV^E AU XIX^E SIECLE : L'APPORT DE LA
DOCUMENTATION ECRITE, PAR ALAIN CHAMPAGNE**

Initié en 2012, le PCR sur « La céramique médiévale dans les pays de la Loire et en Bretagne du XI^e au XVI^e siècle » avait pour objectif de reprendre la foisonnante documentation archéologique issue des opérations programmées et préventives pour monter les typo-chronologies régionales. Dès son démarrage, le porteur du projet Y. Henigfeld a souhaité faire un point sur la documentation écrite et essayer d'approfondir notre connaissance des ateliers et des artisans par les archives. Que pouvaient nous apprendre les sources écrites anciennes de ces deux régions sur les productions céramiques ou plus largement, que peut apporter une recherche documentaire à un tel projet, compte tenu de la bibliographie existante ? Un point sur cette question a déjà été réalisé pour le Haut-Poitou lors du colloque de Caen tenu en 2007 (Champagne 2011). Que peut-on en dire pour les deux départements concernés ?

Point bibliographique

La connaissance des ateliers médiévaux et modernes de production de terres cuites des deux départements par la documentation écrite est quasiment nulle. Il existe pourtant une bibliographie, certes éparse, mais réelle sur le sujet.

Les premières enquêtes accessibles sont les travaux des premiers préfets, commandés dès les premières années de la Révolution. Une petite description de 27 pages de la Vendée rédigée par le secrétaire général de la préfecture Cavoleau est imprimée en 1800 (Cavoleau an IX). On y mentionne une manufacture de faïence grossière à Chaillé-sous-les-Ormeaux ainsi que des gisements d'argiles de qualité, contenant du kaolin, autour de Montaigu en Vendée (Cavoleau an IX : 23 -24). L'ensemble est republié et complété en 1844 par A.-D. de la Fontenelle de Vaudoré. Cet ouvrage contient un chapitre de cinq pages sur les produits céramiques, tuileries et fours à chaux (Fontenelle de Vaudoré 1844 : 651-656). L'objectif de ces enquêtes est pour le pouvoir républicain de prendre connaissance des nouvelles entités territoriales que sont les départements et si possible d'en favoriser le développement. Dans le même registre, les annuaires statistiques fleurissent au XIX^e siècle. Jean-Baptiste Chevas publie par exemple un premier volume en 1852 sur l'arrondissement de Paimboeuf en Loire-Atlantique, mais qui reste sans lendemain (Chevas 1852).

Il est difficile pour la Vendée de ne pas parler des travaux de l'érudite fontenaisien Benjamin Fillon, féru d'archéologie. Cette passion l'a entraîné sur les chemins des terres cuites et son ouvrage intitulé *L'art de la terre chez les poitevins* a longtemps été une référence unique (Fillon 1864). Comme beaucoup de ses contemporains, il ne citait pas ses sources et malheureusement, certaines de ses affirmations sont falsifiées et jettent un discrédit sur la globalité de son travail. Pourtant, grâce à ses fonds d'archives, il est possible de valider certaines propositions¹²². Son engouement pour la Renaissance le porte tout naturellement à se pencher sur les productions céramiques des XVI^e-XVIII^e siècles. Il mentionne ainsi les faïenceries de Fontenay-le-Comte et de L'Isle-d'Elle, dans le marais poitevin au XVII^e siècle, mais aussi celles de Nantes pour le XVIII^e siècle (Fillon 1864 : 146-147, 167-175). Il fait également état des demandes d'autorisation de création de faïenceries (Fillon 1864, 163-165).

Il faut aussi signaler le bon mémoire de maîtrise réalisé par Aymeric Guimard à l'université de Nantes, sur l'atelier d'Herbignac en Loire-Atlantique (Guimard 1997). Dans ce travail universitaire, particulièrement complet et fourni, l'auteur, qui a réalisé une vraie recherche documentaire, confronte la documentation écrite, les données archéologiques et des informations anthropologiques, pour

¹²² Dans le petit fonds B. Fillon de la médiathèque de Niort, des copies émanant de la main de l'érudite fontenaisien ainsi qu'un parchemin de 1402 sur la verrerie du Parc de Mouchamp ont été découverts (Médiathèque de Niort, Ms 173 ; Fillon 1864 : 199-200).

obtenir un résultat tout à fait probant. Il a su rassembler des documents inédits qui permettent d'avancer dans la réflexion sur l'organisation des ateliers.

Le début d'une telle étude avait aussi été entrepris en Vendée, par Pascale Gadé, dans le cadre du PCR sur « La céramique médiévale et post-médiévale en Poitou-Charentes » dirigé par Jean Chapelot (Gadé 1993). Elle était centrée sur la basse vallée de l'Yon. Un inventaire a été réalisé à partir des matrices du cadastre napoléonien ainsi qu'une première exploration documentaire très utile pour la présente étude.

Si l'on prend en compte la globalité du territoire couvert par ce PCR, il faut surtout faire mention du gros travail publié sous la direction de F. Fichet de Clairefontaine en 1996 (Fichet de Clairefontaine 1996). Il s'agit d'une étude non seulement archéologique, sur les productions et les ateliers, mais aussi historique.

Ce bilan peut apparaître léger, mais il est conforme à la situation de nombreuses régions. Il arrive ainsi qu'un atelier ait fait l'objet d'une recherche approfondie, alors que les autres demeurent fort méconnus.

Cette étude est articulée en trois temps : une présentation de la méthodologie et des objectifs de ce travail, puis l'analyse des résultats du recensement réalisé pour le XIX^e siècle, enfin une approche régressive sur l'activité des centres ainsi reconnus.

1. Méthode et objectifs

1.1. Le projet

Pour atteindre l'objectif posé, il existe deux solutions : utiliser la bibliographie existante pour dresser un état des lieux ou tenter de mettre au jour une nouvelle documentation. L'enquête ayant en grande partie été réalisée à partir de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, il était compliqué d'exploiter la bibliographie régionale, souvent non numérisée. En revanche, la mise en ligne régulière de séries complètes de manuscrits conservés dans les dépôts d'archives départementales, et le dépôt vendéen est particulièrement dynamique dans ce domaine, offrait des perspectives intéressantes.

Quelle que soit l'option retenue, l'ampleur de la zone d'étude recouvrant les deux régions administratives des Pays de la Loire et de la Bretagne, soit neuf départements, rendait illusoire une approche sérieuse et un travail exhaustif. Il a donc fallu, en concertation avec le porteur du projet Y. Henigfeld, circonscrire un territoire plus réduit que celui du PCR. Le choix a donc été fait d'étudier le territoire situé au contact du Haut-Poitou, déjà abordé dans le cadre d'une thèse sur l'artisanat rural (Champagne 2007). Partant ainsi de la Vendée, ce territoire s'est étendu vers le nord pour inclure la Loire-Atlantique¹²³.

Le projet au départ était d'utiliser les recensements de la population qui se généralisent au XIX^e siècle pour réaliser une première cartographie de la population vivant par et pour les artisans de la terre cuite. L'idée était ensuite de partir de cette cartographie pour orienter des prospections ciblées, notamment par l'intermédiaire du cadastre dit napoléonien, et de tenter, par ces entrées géographiques

¹²³ Tous les dépouillements des recensements du XIX^e siècle ont été effectués sur les sites des archives départementales en ligne de la Loire-Atlantique et de la Vendée : http://archives.loire-atlantique.fr/jcms/chercher/archives-numerisees-fr-c_5562 et <http://www.archives.vendee.fr/Consulter/Archives-numerisees> . A ceci il faut ajouter les vingt communes des Deux-Sèvres, dépouillées sur le site <http://archives.deux-sevres.com/archives79/Accueil.aspx>. Les dépouillements ont été effectués entre début 2013 et l'été 2016. Les cotes des documents en ligne ne seront donc pas systématiquement citées pour ne pas alourdir le texte. Les listes nominatives du XIX^e siècle sont classées en sous-série 6M. En ce qui concerne les divers rôles d'impositions d'Ancien Régime, ceux qui ont été consultés ne l'ont été qu'en ligne. Ils ne concernent ici que le département de la Vendée et proviennent de la série C. Il faut y ajouter les premiers dénombremens révolutionnaires, aussi consultés en ligne et provenant de la série L.

dans les archives d'Ancien Régime, de documenter ces activités pour des périodes antérieures aux années 1800. La recherche de documents sur une activité artisanale est par définition compliquée dans les archives antérieures à la Révolution, puisque le classement des fonds versés n'est pas thématique, mais lié aux personnes ou organismes verseurs. Il n'existe par conséquent pas de séries spécifiquement consacrées à l'activité potière ou artisanale dans une seigneurie, mais des fonds versés par telle ou telle famille, monastère ou seigneurie. Il faut donc une clef d'entrée géographique ou familiale. Il existe en revanche des séries d'archives judiciaires ou notariales qui offrent des possibilités, mais en l'absence de dépouillements et d'inventaires précis, ces recherches reviennent souvent à chercher une aiguille dans une botte de foin. Ceci dit, certains relais, notamment associatifs, ont été utilisés pour entrer en contact avec les personnes qui pouvaient avoir effectué ce type de dépouillement. Les sociétés scientifiques locales et les associations de généalogistes ont également été contactées¹²⁴. Cette démarche a connu des fortunes diverses en fonction des secteurs, mais elle a été tout à fait profitable sur le secteur vendéen et sur celui du pays de Retz.

1.2. Présentation de la source

Les premières listes nominatives d'habitants apparaissent véritablement au moment de la Révolution avec les recensements de la population. Ces listes sont dressées village par village ou quartier par quartier, puis rue par rue, et enfin foyer par foyer. L'ordre est géographique et l'on y trouve réunies les personnes vivant sous un même toit : membres d'une même famille et domestiques éventuels. Il n'existe en revanche pas de tables des noms de personnes, ces dernières étant uniquement présentées à leur adresse. En Vendée, quelques belles séries de documents existent pour la période révolutionnaire (entre l'an I et l'an VI), mais les professions ne sont pas toujours mentionnées. Quand elles le sont, l'âge et la date d'arrivée dans la commune sont aussi indiqués.

Sous l'Empire, le principe des listes nominatives est repris. Elles sont régulières et accessibles à partir de l'année 1836, puis elles sont régulièrement tenues tous les cinq ans, ce qui permet un accès à des recensements entre 1836 et 1911. L'objectif n'était pas ici d'étudier la disparition des artisanats traditionnels dans le courant du XIX^e siècle, ce qui explique que, sauf exception, une seule année a été dépouillée.

1.2.1. Précautions d'emploi et critique de la source

Cette documentation intéresse depuis longtemps les historiens du XIX^e siècle, car ils tiennent ici un moyen de cerner les évolutions de la population française sur une longue durée, tant sur le plan numérique, qualitatif que géographique. Elle a donc été intensivement exploitée, bien qu'elle ne soit pas exempte de défauts. Quel crédit lui accorder ?

Avant 1836, soit il ne s'agit pas à proprement parler de recensement, soit les séries sont très incomplètes, ce qui gêne les démographes (Dupaquier 1988 : 121 et ss.). L'organisme d'État gérant ces dénombrements à partir de 1830, la Statistique Générale de la France, fournit peu d'indications sur la fiabilité de ses données qu'il est donc impossible d'évaluer. Les historiens démographes signalent trois principales sources d'erreurs : le manque d'exhaustivité de l'enregistrement, les différences d'interprétation des circulaires officielles par les officiers d'état civil et la qualité de l'enregistrement des décès. Quoi qu'il en soit, l'enjeu recherché ici n'est pas de donner une évaluation

¹²⁴ Les contacts ont couvert la zone de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire et de la Vendée. Nous tenons ainsi remercier ici M Maurice Barril de la société des historiens du Pays de Retz pour le document des Archives Départementales de la Loire-Atlantique E522 ; M Jacques Gaillard de Légé qui a pointé un grand nombre de toponymes dans la région et les a mis à notre disposition. Le blog genea85 a probablement été le contact le plus fructueux. Je tiens donc à remercier ici Christian Soulard son administrateur, Thierry Bouillaud pour ses données sur le village de la Roulière à Fousais, M J.-M. Bariteau pour ses informations sur le secteur de Venansault, Aizenay et la Genétouze, M Jean-Pierre Logeais, M Savariau et M Michel Raphel sur le village de Bourneau à Bourseguin, Mme Marie-Isabelle Femenia (Champagné-les-Marais). Nous remercions aussi le cercle généalogique de Loire-Atlantique et M Jean-Yves Roussel pour les informations sur Herbignac ainsi que l'Association Généalogique de l'Anjou ainsi que Nelly Hérin pour son aide.

exacte d'une population artisanale à une période donnée, mais de dégager une tendance générale sur sa spatialisation.

Toutefois, il convient d'être conscient des difficultés liées à la source. Les enquêtes demandées par l'État ont été généralement mal accueillies par la population. Leur visée fiscale n'était pas étrangère à cette méfiance. Qui se chargeait des dénombrements ? Si les acteurs du recensement venaient d'en haut, des fonctionnaires spécialisés, ils étaient mal accueillis sur le terrain, mais conservaient une indépendance vis-à-vis des habitants. Si les acteurs étaient locaux (maire ou officiers d'état civil), le manque de préparation et de maîtrise des opérations pouvait être criant et leur proximité avec la population pouvait aussi se révéler néfaste (Chatelain 1954 : 274 et ss.). Certains élus, comme, en 1851, le maire d'Avrillé (Maine-et-Loire), se sentent très loin de ce type d'enquêtes. Assez classiquement, les maires sont aussi tentés de minorer la population de leur commune pour éviter une hausse d'impôt, comme à Chalonnes (Maine-et-Loire) (Chatelain 1954 : 275). Plus importante est ici la valeur qu'il faut accorder aux données professionnelles.

Les historiens connaissent depuis longtemps le piège des termes utilisés en dehors de leur contexte régional, notamment pour ce qui concerne le travail de la terre (laboureur...) (Dupaquier 1988 : 245). La manière dont les recenseurs rapportent cette information professionnelle est aussi capitale. Le cas de la Loire-Atlantique est à cet égard assez significatif. Il y a dans l'immense majorité des communes dépouillées une certaine variété dans les situations professionnelles liées au monde agricole. À côté du maire, du curé et des artisans, il est fait mention de « cultivateurs », « laboureurs », « journaliers », « propriétaires »... Sans entrer dans l'analyse complexe du sens de ce vocabulaire, il apparaît que certains agents recenseurs notaient cette diversité. Par effet de contraste, dans plusieurs communes, cette variété n'apparaît pas. C'est le cas en 1836, à Avressac, La Chapelle-des-Marais et Drefféac, mais aussi à Besné et Malville en l'an IV de la République, où seul le terme de cultivateur est présent. Il est intéressant de noter que toutes ces communes appartiennent à un même secteur à l'ouest du département et aux confins du Morbihan.

Outre la qualité du travail des élus locaux, se pose celle de la vision que les habitants avaient de leur profession. De nombreuses études ont montré que les artisans ruraux avaient aux époques médiévale et moderne plusieurs activités (Belmont 1998 : 39 ; Champagne 2007 : 70-80). Cette polyvalence a pour la région déjà été mise en évidence à Herbignac pour la période allant du XVIII^e au XX^e siècle (Guimard 1997 : 102 et ss.). Les artisans concernés sont qualifiés de potier, laboureur, gens de labour ou journalier. Un courrier du maire d'Herbignac au préfet daté de 1807 est particulièrement explicite : « les uns font de la poterie deux, trois et quatre mois de l'année, à leur moment perdu, d'autres toute l'année, en parlant de ceux qui n'ont aucun biens fons »¹²⁵. Cette instabilité n'aide pas la comptabilité des artisans. Les variations par recensement relevés à Herbignac par A. Guimard sont aussi étonnantes : 44 familles de potiers en 1836, presque 100 en 1841. Ces chiffres sont à prendre avec moult précautions, mais ils permettent tout de même de distinguer les gros villages potiers des artisans isolés. La réalité de la double profession est perçue puisque à partir de 1851, il est demandé aux recenseurs de mentionner les doubles professions (Dupaquier 1988 : 37). Elle n'est pas spécifique aux artisans de la terre cuite et affecte aussi d'autres artisans ruraux et les ouvriers (mineurs...) (Dupaquier 1988 : 412).

Il existe donc une insuffisance des classifications et notre système très cloisonné, lié à notre manière actuelle de percevoir avec rigidité notre propre société, pénalise la perception des sociétés anciennes. La qualification des ruraux, et non la fonction, était vaste. Elle leur permettait de se projeter sur une pluriactivité réelle.

¹²⁵ AD44, 1M 2125, n° 246, 15 avril 1807 cité par Guimard 1997 : 103.

1.2.2. Choix de l'année 1836

Le choix de l'année 1836 retenu pour cette étude a été simple. Il s'agit en effet de la première année intégralement mise en ligne pour les deux départements choisis et la plus fiable. L'année 1820 est aussi fréquemment accessible, mais la profession des individus n'est pas mentionnée.

Lorsque cela était possible, les opportunités offertes par la numérisation d'autres types de documents d'Ancien Régime ont été mises à profit. Le site des archives départementales de la Vendée offre ainsi d'autres listes de population : rôles d'imposition pour l'impôt du vingtième (Saint-Valérien en 1754) ; rôles d'imposition accessoires (Sainte-Pexine en 1781) ; rôles de corvées pour la réfection de routes (Sainte-Foy en 1786 et 1788) ou pour l'équipement d'un milicien (La Flocelière en 1766) par exemple. Les chefs de feux sont les seuls recensés et les professions sont rarement mentionnées, mais cela peut arriver. C'est le cas en 1788 à Beaulieu-sous-la-Roche où est signalé un tuilier.

1.3. Les problèmes posés par la spatialisation des données

Ces dépouillements ont été associés, dès le début, à une spatialisation des données réalisée à l'aide d'un SIG¹²⁶. La mise en page de cette base de données a nécessité de récupérer un fond de carte des communes actuelles sur la base IGN. Il existe officiellement, à la date de rédaction de cette contribution (janvier 2017), 282 communes en Vendée et 212 en Loire-Atlantique, alors que le nombre de communes dépouillées pour l'année 1836 s'élève respectivement à 296 et 214. Depuis 1836, certaines ont fusionné, mais d'autres aussi ont été créées. La carte des communes de 1836 est donc bien différente de celle que nous connaissons aujourd'hui.

Il aurait fallu, pour proposer une cartographie exacte, récupérer ou fabriquer un calque de polygones des communes de 1836. Ne sachant pas si ce type d'outil existe et ne disposant pas de temps pour le confectionner, il a donc fallu simplifier la cartographie et faire des choix qui ne sont pas tout à fait le reflet de la réalité. Ainsi les communes de Saint-André-d'Ornay et de Bourg-sous-la-Roche ont disparu pour fusionner avec celle de La Roche-sur-Yon. Or il y avait en 1836 sept potiers sur le territoire de Saint-André-d'Ornay. Dans ce cas, l'option a été prise de faire figurer ces artisans sur le polygone du territoire actuel de La Roche-sur-Yon, regroupant ceux des anciennes communes de La Roche-sur-Yon, Saint-André-d'Ornay et de Bourg-sous-la-Roche. Ce cas s'est présenté à plusieurs reprises. À l'inverse, certaines communes ont été créées après 1836. L'Oie en Vendée est créée par démembrement du territoire de Sainte-Florence en 1895. En 1836, des artisans vivaient à Sainte-Florence. Nous avons dans ce type de situation choisi de pousser les investigations dans les recensements postérieurs afin de mieux les localiser. Dans le cas présent, le recensement de 1846 fournit des précisions qui permettent de positionner ces artisans sur le polygone correspondant à l'actuelle commune de L'Oie.

Cette approche pourrait parfaitement être complétée par l'utilisation des premiers cadastres dits napoléoniens, à peu de choses près contemporains, afin de mieux spatialiser dans chaque commune les ateliers actifs. Cette méthode est fréquemment utilisée dans l'étude des ateliers de production de terre cuite par exemple à La Chapelle-des-Pots (Chapelot 2011 : 69-70). Elle permet aussi d'anticiper des visites de terrain.

2. Analyse des résultats : la cartographie des données de 1836

Les recensements numérisés et disponibles en ligne ont permis de dépouiller un nombre total de 530 communes en 1836 (**tabl. I**). L'immense majorité (510 au total) est située en Vendée et Loire-

¹²⁶ Ce SIG a été monté grâce à l'aide de Mélanie Le Couédic, IGR au laboratoire ITEM, EA 3002, de l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Atlantique, les 20 restantes sont localisées dans les Deux-Sèvres. Bien qu'au dehors du secteur géographique du PCR, elles ont été intégrées à l'étude car elles correspondent soit à une zone limitrophe de la Vendée et réputée pour ses argiles kaoliniques (secteur de Faymoreau-les-Mines, Marillet), soit aux ateliers médiévaux connus dans ce département (Champagne 2007 : 175, 178). Ces dépouillements représentent une population totale de plus de 700 000 habitants.

	Loire-Atlantique	Vendée	Deux-Sèvres	Totaux
Communes (actuelles) dépouillées	214	296	20	530
Nombre d'habitants correspondant	372 149	331 227	16 437	719 813

Tabl. I. Répartition des communes dépouillées et population correspondante pour l'année 1836.

Cette couverture ne correspond toutefois pas à la globalité des deux départements dépouillés (**fig. 1**). En effet, quelques communes littorales ont été laissées de côté par manque de temps. C'est le cas notamment de l'Île-Dieu en Vendée et de Piriac-sur-Mer, La Turballe, Guérande, Le Croisic, Batz-sur-Mer, Le Pouliguen, La Baule-Escoublac, Saint-Nazaire, Trignac et Pornichet en Loire-Atlantique. En revanche, la commune de Nantes n'a pas été dépouillée car durant la période couverte par le projet, les recensements de 1836, s'ils ont été conservés, n'étaient pas disponibles en ligne. Seules les communes de Doulon et Chantenay-sur-Loire, qui font aujourd'hui partie de Nantes, l'ont été. Deux autres communes font défaut. Il s'agit de Blain et de Crossac, dont les dépouillements sont accessibles, mais illisibles, l'encre étant très effacée.

Le temps consacré à ces dépouillements a été mis à profit pour élargir l'enquête à tous les artisans de la terre cuite, c'est-à-dire non seulement les potiers et les faïenciers, mais aussi les tuiliers et les fabricants de chaux, dont le nom varie parfois sur la même commune (chauniers, cholliers ou chauffourniers¹²⁷).

C'est donc un total de 559 artisans qui ont été recensés (**tabl. II**).

	Loire-Atlantique	Vendée	Deux-Sèvres	Totaux
Potiers	74	126	46	246 (44 %)
Tuiliers	64	98	41	203 (36 %)
Chauniers	1	74	35	110 (20 %)

Tabl. II. Répartition par activité de la population artisanale en 1836.

Les potiers et les tuiliers sont les plus nombreux avec 449 artisans représentant 80 % des effectifs. Les chauniers sont en revanche moins présents, surtout en Loire-Atlantique, pour des raisons géologiques (absence de terrains calcaires).

Par rapport au nombre de communes dépouillées, il y a une surreprésentation des Deux-Sèvres. Ceci s'explique simplement par le fait que ce sont les gros ateliers déjà connus aux époques médiévale et moderne qui ont été ciblés, favorisant ainsi l'enregistrement des secteurs productifs. Ceci ne démontre donc aucunement que ce département serait d'une manière ou d'une autre plus favorable à l'implantation d'artisanat lié à la terre cuite.

¹²⁷ À Boussais (Deux-Sèvres), on trouve à la fois des cholliers et des chauffourniers en 1836.

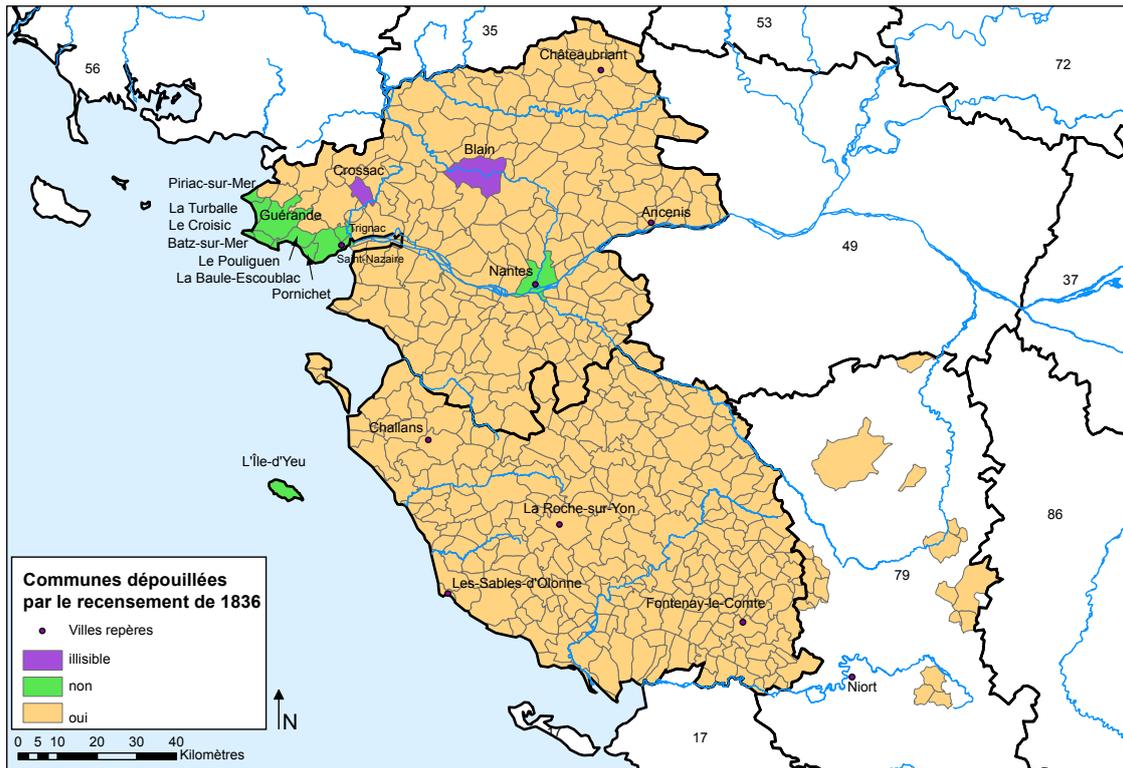


Fig. 1. Cartographie des communes dépeuplées par le recensement de 1836 (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

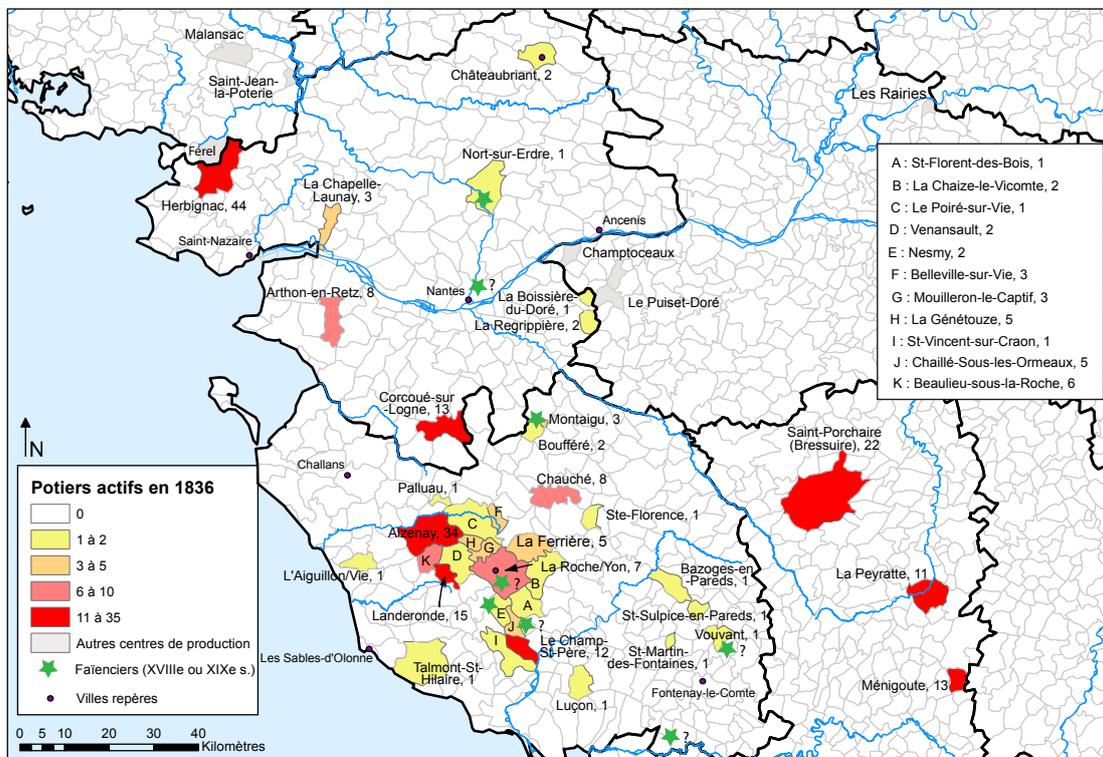


Fig. 2. Cartographie des potiers actifs en 1836 (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

2.1. Les potiers

D'après les recensements de 1836, les 246 potiers se répartissent de façon inégale dans quarante communes des trois départements (**fig. 2**). Si l'on oublie les Deux-Sèvres, il apparaît clairement de grosses différences entre la situation vendéenne et ligérienne. Seules huit communes de Loire-Atlantique sont concernées contre 29 vendéennes. Le ratio du nombre de potiers recensé dans un cas comme dans l'autre ne justifie pas cette disparité. Il faut à nouveau tempérer cette disparité en mentionnant quelques anomalies. Par exemple, à Erbray (Loire-Atlantique), aucun potier n'est recensé en 1836 (mais deux à Châteaubriant), alors que les enquêtes des préfets de 1865 en signalent et que le centre est documenté pour le XVII^e siècle (Guimard 1997 : 94 ; Goudé 1870 : 179-180). Autre précision, les communes de Loire-Atlantique sont plus grandes et moins fragmentées que celles de Vendée. Ces précautions prises, il existe une moindre dispersion des ateliers de Loire-Atlantique, par rapport à ceux de Vendée, différence que la cartographie fait nettement apparaître.

Si l'on rapporte le nombre de potiers à la population du département, leur poids est deux fois plus important en Vendée qu'en Loire-Atlantique, soit respectivement 0,38 ‰ contre 0,2 ‰. La répartition géographique vendéenne laisse apparaître quelques blancs, dans les zones de marais au sud (marais poitevin) et au nord-ouest (marais vendéen). Il faudrait aussi ajouter le nord-est du département. Ceci dit, ce n'est rien en comparaison du département ligérien où seul l'ouest est correctement représenté. Le vide relatif de la moitié est du département doit aussi être mise en relation avec les ateliers des départements voisins. L'effet des frontières administratives est inhérent à ce type d'enquête. Il est évident que les ateliers maugeois situés en Maine-et-Loire alimentent le marché nantais, mais les recensements antérieurs à 1936 n'ont pas été conservés, ce qui est très dommageable. Seules quelques données ont été extraites du riche ouvrage de Célestin Port (1874-1878). La commune actuelle des Rairies dans le Maine-et-Loire est active dès le Moyen Âge. De même, celles du FUILLET et du PUISSET-DORÉ semblent aussi très importantes et sont d'autant plus intéressantes qu'elles jouxtent ou sont proches de celles de La Boissière-du-Doré et La Regrippière en Loire-Atlantique. Il est aussi question dès l'époque médiévale des potiers de la forêt de Champtoceaux face à Ancenis et de celle de Bouère, dans la paroisse de Saint-Charles-la-Forêt (Mayenne) (Le Méné 1982 : 112-114). Il en va de même au nord-ouest, dans le Morbihan avec les communes de Férel qui appartient à la zone de production d'Herbignac, mais aussi celle de Saint-Jean-la-Poterie au sud de Redon qui est aussi limitrophe du département de la Loire-Atlantique. D'autres ateliers plus lointains pourraient aussi être intégrés comme celui de Malansac dans le Morbihan (André 1996). Ces centres de production extérieurs expliquent peut-être certains vides cartographiques.

La carte de répartition témoigne aussi d'une forme de concentration généralement sur une commune et parfois sur deux ou trois. Ces secteurs concentrent plus d'une dizaine, voire une vingtaine, d'artisans. C'est le cas déjà cité du très important secteur d'Herbignac (avec les communes de Férel et Saint-Lyphard au XVIII^e siècle) et dans le même département de Corcoué-sur-Logne. En Vendée, on observe le même phénomène autour d'Aizenay et Landeronde, dans une zone à l'ouest de la Roche-sur-Yon qui couvre pas moins d'une dizaine de communes. La surface couverte est très étendue pour une population reconnue d'au moins 70 potiers. Si Aizenay semble peser dans ce secteur, la commune est en fait immense. Ramené à la superficie de la commune, il y a d'ailleurs moins d'artisans à Aizenay (0,41 par km²) ou au Champ-Saint-Père (0,48 par km²) qu'à Landeronde (0,83 par km²). Plus au sud, la vallée de l'Yon constitue un autre pôle vendéen (Le Champ-Saint-Père et Chaillé-sous-les-Ormeaux). La situation est identique dans les Deux-Sèvres, même si la carte est moins parlante à cause du peu de communes dépouillées. Les pôles sont ceux de Saint-Porchaire (aujourd'hui Bressuire), La Peyratte et Ménigoute. Bien qu'un peu moins importants, il ne faut pas oublier les centres d'Arthon-en-Retz et de Chauché qui cumulent potiers et autres artisans de la terre cuite.

2.2. Le cas des faïenciers

Il convient de se pencher aussi sur le cas des faïenciers (**fig. 2**). Quelques rares exemples ont ainsi été repérés dans les recensements. En 1836, un certain Joseph-Julien de La Hubaudière est qualifié de maître faïencier dans la commune de Nort-sur-Erdre¹²⁸. En Vendée, la même année, à Montaigu, c'est Annet Manganne, âgé de 24 ans, et à Nesmy, Henri James, 29 ans, et Joseph Boisson, 28 ans, qui sont qualifiés respectivement de maître de faïences et de faïenciers¹²⁹. Ces informations ne collent pas toujours avec les premières données révolutionnaires. Dans la première enquête de 1800 sur la Vendée est mentionnée une « faïencerie grossière » à Chaillé-sous-les-Ormeaux, déjà connue pour ses poteries, et à Nesmy (Cavoleau an IX : 23). D'après le préfet, elle ne parviendrait pas à fournir les marchés rochelais et rétais, mais il n'y a plus de faïenciers en 1836 dans cette commune. P. Gadé signale dans les communs du château de la Vergne-Greffaud à Nesmy une faïencerie et une tuilerie vers 1711¹³⁰. Un rapport non daté, probablement du XVIII^e siècle, signale qu'on n'y fabrique que des faïences grossières avec un vernis noir¹³¹. Elle figure sur le cadastre napoléonien, mais fut démantelée en 1895. Dans ce cas, nous avons un suivi de l'activité de l'atelier, mais il est souvent difficile de se positionner sur la durée de la production des faïences. À la Roche-sur-Yon, en 1812, on trouve un maître de faïence, Rose Hérault, qui est dit natif de Saint-Paul-en-Gâtine (Deux-Sèvres) et qui arrive de Fontenay-le-Comte. Mais en 1836, plus personne n'est qualifié de faïencier¹³². La stabilité de ces établissements pose donc question. B. Fillon fournit d'autres informations sur des faïenceries à l'Isle-d'Elle avant 1740 et sur le couvent de la Robinière dans la forêt de Mervent (à Vouvant) à la fin du XVIII^e siècle (Fillon 1864 : 161-162). Il est aussi question à Nantes dans les années 1800 d'une fabrique de pipes, d'une de faïences et d'une de porcelaines (Guépin 1839 : 506).

D'autres mentions sont plus surprenantes, tel ce four à cuire « vaisseaux de terre » à Faymoreau et La Roche en 1558 dans un acte notarié passé devant deux notaires de Fontenay-le-Comte qu'il n'a pas été possible de retrouver¹³³. La présence de potiers de terre à Fontenay à la fin du XVI^e siècle semble plus plausible. Il signale aussi la cession de privilèges par lettres patentes pour la création d'une manufacture à fabriquer « terres blanches » à Apremont en 1560¹³⁴. Il propose la présence d'un premier atelier de vaisselle blanche à Nantes dès 1588, reprenant des informations de l'abbé Travers dans son histoire de la ville publiée en 1841 (Fillon 1864 : 147). Nous n'avons pu vérifier aucune de ces informations.

Il faut ajouter à cette liste des demandes d'autorisation d'implantation de faïenceries à Saint-Denis-la-Chavasse en 1784 et à Vendrennes en 1792, mais qui n'ont visiblement pas été réalisées¹³⁵. Ces faïenceries n'ont pas été notre priorité et peu de compléments de recherches ont été effectués. Les mentions non vérifiables de B. Fillon ne sont pas reportées sur les cartes.

2.3. Les tuiliers

L'appellation « tuilier » relevé dans les recensements est en fait bien réductrice. Effectivement, dans les tuileries, au XIX^e siècle comme sous l'Ancien Régime, étaient fabriquées des tuiles plates ou

¹²⁸ AD44, Recensement Nort-sur-Erdre, 1836, n° 1960, vue 26.

¹²⁹ AD85, Recensement Montaigu 1836, n° 280, vue 8 ; Recensement Nesmy 1836, n° 952 et 955, vue 19.

¹³⁰ Gadé 1993 : 141, citant un *Mémoire concernant les biens des demoiselles de la Vergne-Greffaud, novices au couvent de Saint-Sauveur-de-Montaigu, gérés par leur oncle M. l'abbé de Fortecuière*. Ce document est cité sans référence par Mignen, « Les religieuses fontevristes de Notre Dame de Saint-Sauveur à Montaigu (Bas-Poitou) », *Annuaire de S.E.V.*, 1902, p. 122.

¹³¹ Gadé 1993 : 141 ; AD Vienne, C38, n° 90.

¹³² AD85, Recensement La Roche-sur-Yon 1812, n° 273, vue 6.

¹³³ Fillon 1864 : 136-137 ; acte passé devant Nicolas Miséré et Guillaume Joly, dont les actes conservés sont numérisés et ont été consultés (AD85, études 3E37 et 3E38, en ligne). Les autres actes mentionnés (1566, 1570) n'ont pas été cherchés.

¹³⁴ Fillon 1864 : 138-140 ; ces lettres patentes seraient connues par un vidimus de 1563 dans l'étude de maître Drillhon, notaire à Saintes. Nous n'avons pas pu vérifier cette information.

¹³⁵ AN, F12, n° 1494, cité par Gadé 1993 : 139 ; Fillon 1864 : 163.

canal, mais aussi des briques et des carreaux de pavement. Le développement des briquèteries industrielles viendra ensuite gommer cette réalité, mais en 1836 nous n'y sommes pas encore et les productions restent principalement artisanales (Chapelot, Chapelot, Rieth 2009 : 2).

Les communes accueillant des tuiliers sont particulièrement nombreuses, 67 au total sans compter les Deux-Sèvres, soit bien plus que celles accueillant des potiers (**fig. 3**). La répartition, dont témoigne la carte de 1836, est beaucoup plus régulière au sud de la Loire. Peu d'espaces en sont dépourvus, en dehors de la côte et des grandes plaines du sud du département, zone éminemment agricole plus qu'artisanale et probablement moins bien pourvue en bois. Il apparaît nettement le même déséquilibre que sur la carte de répartition des potiers entre le sud et le nord de la Loire. Il est toutefois ici particulièrement prononcé avec uniquement deux artisans à Saint-Julien-de-Vouvantes. Les considérations géologiques ne permettent pas de justifier ici ce déséquilibre, les argiles issues de la décomposition des roches granitiques pouvant aussi être utilisées dans la fabrication de terres cuites architecturales. Cette répartition doit probablement plus à une limite culturelle entre deux matériaux de couverture. La vallée de la Loire et le nord de la Loire voient rapidement se développer les couvertures en ardoises qui remplacent le chaume sur les maisons modestes, alors que le sud est, quant à lui, dominé par les terres cuites et notamment la tuile canal (Pitte 1986, cité par Guyotjeannin 2005 : 92).

Il est possible de comparer les 98 tuiliers recensés en 1836 et les 500 personnes qui travaillent dans le secteur en 1809 dans 120 tuileries en Vendée d'après les enquêtes préfectorales (Fontenelle de Vaudorée 1844 : 652). L'ordre de grandeur est tout autre ici et renvoie aux imperfections des sources consultées. L'enquête de 1809 fournit un autre élément intéressant : les tuiles de Bordeaux, d'une qualité supérieure, sont importées en Vendée et utilisées à Fontenay et Luçon. Cette allusion pourrait paraître surprenante, mais elle nous renvoie aux mêmes importations en direction de Brouage, La Rochelle et l'île de Ré à la fin du XVI^e siècle (Seguin 2005 : 115 note 48 ; Champagne 2011 : 26). Elles se font aussi par bateau. Soit effectivement la qualité des tuiles girondines est bien supérieure, soit cette allusion indique que la production locale n'a jamais véritablement couvert les besoins dans la région.

Comme pour les poteries, il existe quelques concentrations de tuiliers. Dans le pays de Retz, la commune d'Arthon-en-Retz est, avec vingt-cinq tuiliers, la plus importante du département. Elle comportait par ailleurs huit potiers, ce qui en fait une des communes les mieux dotées en artisans de la terre (33 au total). En Vendée, c'est la commune de Challans qui semble spécialisée.

La carte des Deux-Sèvres est beaucoup moins parlante car les dépouillements sont trop réduits, mais il faut signaler l'importante concentration autour de la forêt de l'Hermitain et du village d'Argentière dans la commune de Prailles.

Ce qui diffère de la carte de répartition des potiers, c'est le maillage plus dense des pôles de taille moyenne (entre trois et dix artisans) qui sont assez régulièrement répartis. Dans le haut bocage, c'est presque chaque commune qui a son tuilier. De nouveau, il y a quelques concordances avec la carte de répartition de potiers, comme par exemple dans la basse vallée de l'Yon, à Chauché, Corcoué-sur-Logne, Arthon et La Boissière-du-Doré/La Regrippière. Dans ces zones, les deux types d'artisanat cohabitent.

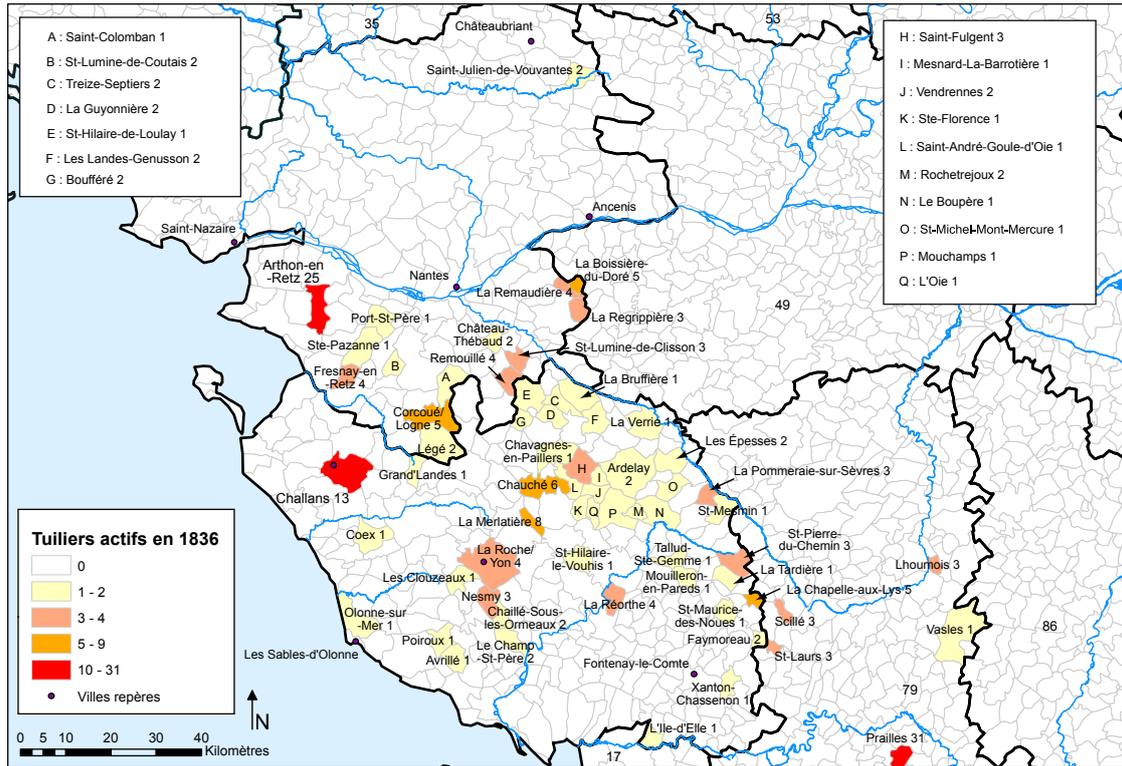


Fig. 3. Cartographie des tuileries actives en 1836 (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

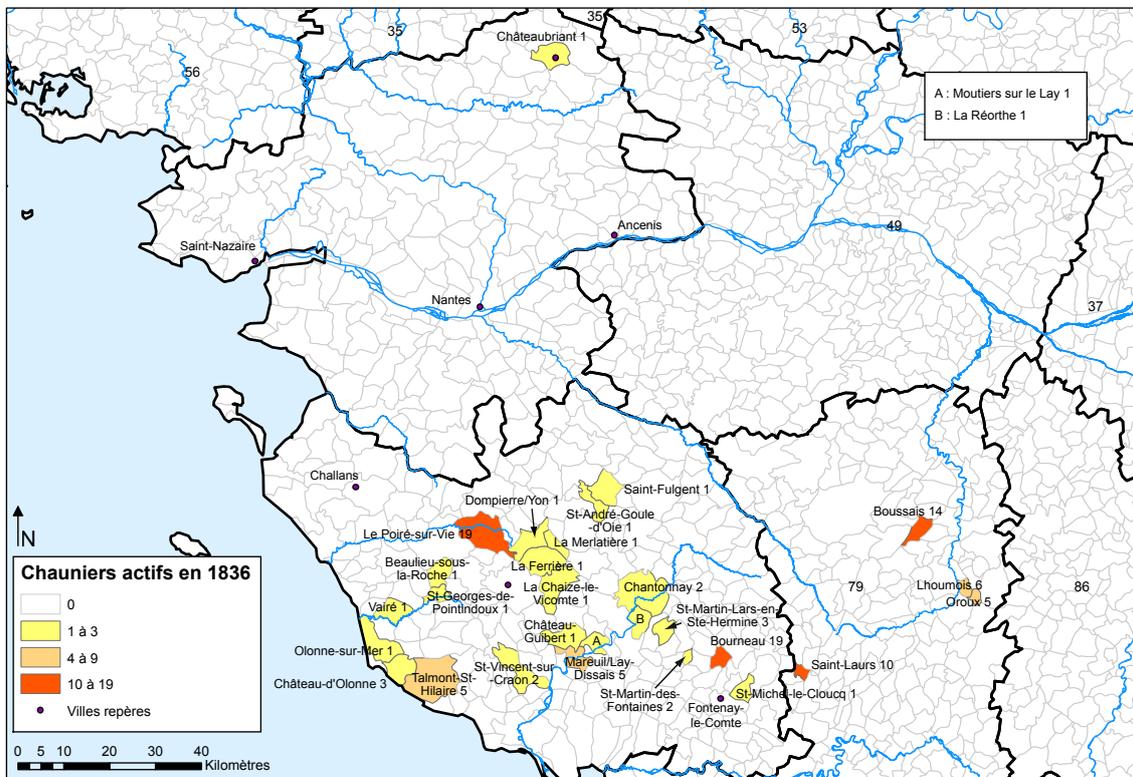


Fig. 4. Cartographie des chauxiers actifs en 1836 (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

2.4. Les chauxfourniers

La spatialisation des chauxfourniers est la plus légère des trois (**fig. 4**). Le nord de notre zone d'étude est presque intégralement vide. Les données géologiques sont responsables de cet état de fait. Il en va de même dans les zones de marais côtiers.

On retrouve en revanche un phénomène de concentration autour de trois pôles vendéens ou voisins (Poiré-sur-Vie, Bourneau et Saint-Laurs dans les Deux-Sèvres). Pour le reste, la répartition est diffuse et ne concerne que des artisans isolés. Une partie importante des ateliers est située dans les pourtours calcaires de la Gâtine et des Mauges, fortement demandeuse de chaux pour l'amendement de ses terres au XIX^e siècle. L'inventaire réalisé par les services de l'inventaire Poitou-Charentes complète les données pour les Deux-Sèvres avec de grosses concentrations dans le thouarsais (dont Boussais) et autour de Saint-Laurs (avec la société des Houillères de Saint-Laurs)¹³⁶. Cette activité semble avoir été fortement rémunératrice, en tout cas beaucoup plus que celle de la poterie, comme en témoigne la rapide industrialisation des fours à la fin du XIX^e siècle.

La comparaison des cartes des chauxfourniers et des tuiliers illustre certains cas de superposition de ces deux productions. C'est le cas à La Merlatière, Olonne-sur-Mer, Saint-Fulgent, Saint-André-Goule-d'Oie, La Réorthe, mais aussi dans les Deux-Sèvres (Saint-Laurs). L'association de ces deux productions est ancienne et connue par ailleurs (Calvet, Rieth, Maillard 2009 : 23, 29) même si les centres de production tendent à se spécialiser au XIX^e siècle. N'étant pas au cœur des préoccupations du PCR, le dossier des fours à chaux n'a pas été approfondi.

3. Une première étude régressive

L'objectif final est de profiter de ces cartes de répartition pour cibler des dépouillements d'archives plus anciennes et de mieux cerner la réalité des zones de production et si possible appréhender quelques éléments concernant leur fonctionnement. Les résultats qui vont suivre sont donc issus du croisement des lectures d'archives, de la bibliographie, des données fournies par les érudits locaux et les généalogistes. Ils ont permis de proposer à la fois des cartes antérieures au début du XIX^e siècle et de témoigner de quelques aspects du fonctionnement des ateliers dans la région. Il s'agit d'une collecte totalement opportuniste qui a donc ses limites. Ont été privilégiés les documents numérisés et quelques documents d'archives qui ont pu être dépouillés à l'occasion de déplacements à Nantes et La Roche-sur-Yon. Le résultat n'a donc absolument rien d'exhaustif, à la différence de la démarche entreprise pour l'année 1836. Il comprend notamment un aperçu cartographique des ateliers médiévaux et modernes.

3.1. La répartition des ateliers médiévaux et modernes d'après la documentation écrite

La présentation des données spatialisées est ici autant fondée sur les mentions d'ateliers (poteries, tuileries) que sur celles d'artisans (potiers, tuiliers, chauxfourniers). Le faible nombre d'occurrences ne permettait pas de distinguer les ateliers des artisans. Par ailleurs, le parti a été pris de réaliser, pour chaque activité, deux cartes, une pour les XVII^e et XVIII^e siècles et une pour les XV^e et XVI^e siècles principalement. D'une manière générale, il est délicat à partir de quelques mentions éparses d'établir la permanence d'une activité artisanale, notamment si ces mentions sont chronologiquement très éloignées. C'est par exemple le cas à Erbray où plus de cent cinquante ans séparent les deux mentions (**fig. 5**). Il faut donc plusieurs allusions de différents types pour conclure à une activité continue plutôt qu'à la présence ponctuelle d'un artisan isolé. La conservation de la documentation écrite, souvent

¹³⁶http://dossiers.inventaire.poitou-charentes.fr/le-patrimoine-industriel/3ressourcesnat/3pierre/3ressourcesnat_3pierre.html

lacunaire, ou l'absence d'étude ne permettent que rarement de suivre l'activité sur le long terme comme à Herbignac par exemple.

Cette cartographie ne tient pas compte des toponymes La ou Les Poterie(s), qui ont pourtant été relevés. Il est possible de les suivre depuis les cartes actuelles jusqu'à la première couverture cartographique complète du Royaume, c'est-à-dire la carte dite de Cassini. Cependant, nous considérons, comme Pascale Gadé, que dans nos régions, ces noms sont trop souvent liés à la formation des toponymes durant la reconstruction agraire qui suit la fin des guerres de Cent Ans¹³⁷. La remise en culture des terres et l'installation de familles venant d'horizons plus ou moins lointains ont modifié la dénomination des lieux. La formation des noms d'écarts est associée à la transformation du nom du tenancier. La ferme d'Hugues devient la Huguetière, celle de la famille Poter ou Potier devient La Poterie. Que dire ensuite de la présence d'un dénommé Poter ou Potier ? Ainsi, dans un compte de rachat de la seigneurie de la Gerbaudière (au Tablier) de 1444, apparaissent Jean et Denis Potiers qui payent une redevance pour leur « estage », autrement dit leur demeure, des Poteries¹³⁸. Dans les régions concernées, le nom de famille est fixé bien avant la période étudiée. Un individu nommé Poter a probablement eu un ancêtre potier qui avait un prénom et était dit « le potier », puis l'article est tombé et le sobriquet est devenu le nom de famille, ce qui correspond à notre système binominal. Même en Bretagne où le passage à ce système est très tardif, on le considère comme acquis au XIV^e siècle (Bourin 1996 : 192). Ces indices n'ont pas été cartographiés. Cependant, les archives vendéennes apportent des contre-exemples qui conduisent à ne pas les écarter totalement. Ainsi, en 1626, le seigneur du fief de la Baillie, sis à Bois-de-Céné, a le droit de prendre sur les potiers vivants aux hautes et basses Poteries toutes les poteries nécessaires à l'entretien de sa maison et de sa métairie¹³⁹.

La carte des potiers et des poteries modernes (**fig. 5**) témoigne du maintien des principaux centres de productions repérés au XIX^e siècle (Herbignac, Courcoué-sur-Logne¹⁴⁰, le secteur d'Aizenay, la basse vallée de l'Yon et les ateliers des Deux-Sèvres). Il est en revanche impossible comme précédemment de procéder à une évaluation de l'importance de ces centres.

Des indices indirects permettront d'y revenir par la suite. La première constatation qui s'impose est le faible impact des troubles de la période révolutionnaire sur l'artisanat de la poterie.

Les combats et la répression qui ont touché la région ne semblent pas avoir affecté à long terme la localisation des principaux ateliers. Toutefois, il convient de signaler l'existence à l'époque moderne d'ateliers, peut-être isolés, qui semblent ensuite disparaître. C'est le cas à Nalliers, Bois-de-Céné et Saint-Hilaire-de-Riez en Vendée, Saint-Lumine-de-Clisson et Saint-Léger-les-Vignes dans la Loire-Atlantique.

Le plus étonnant à ce niveau est la disparition, au XIX^e siècle, de toute activité à Bois-de-Céné, où deux aveux du XVII^e siècle mentionnent une redevance à prendre sur les potiers pour extraire l'argile (Champagne 2007 : 34). Ce type de mention témoigne d'une activité ancienne et cela sous-entend aussi un nombre important d'artisans. Face à l'absence de potiers dans cette commune en 1836, le dépouillement des recensements a été étendu à l'année 1816, mais sans plus de résultats.

¹³⁷ C'est un aspect que l'on retrouve par exemple dans le Maine (Le Méné 1982 : 141-42).

¹³⁸ AD85, 1E1264, Comptes du rachat de la Gerbaudière de 1444, fol. 2.

¹³⁹ Bib. mun. de Poitiers, ms. Ledain 603, p. 569, 26 avril 1626. Ce document très intéressant est la copie partielle faite par l'historien Bélisaire Ledain au XIX^e siècle d'un vidimus de 1679 d'un aveu et dénombrement rendu à Diane de La Tousche, pour la terre des Planches relevant de la baronnie de la Garnache pour le fief de la Gand Baillie à Bois-de-Céné en 1623. Il existe une autre version de cet aveu daté de 1603 (AD86, J211).

¹⁴⁰ AD44, 135J2.

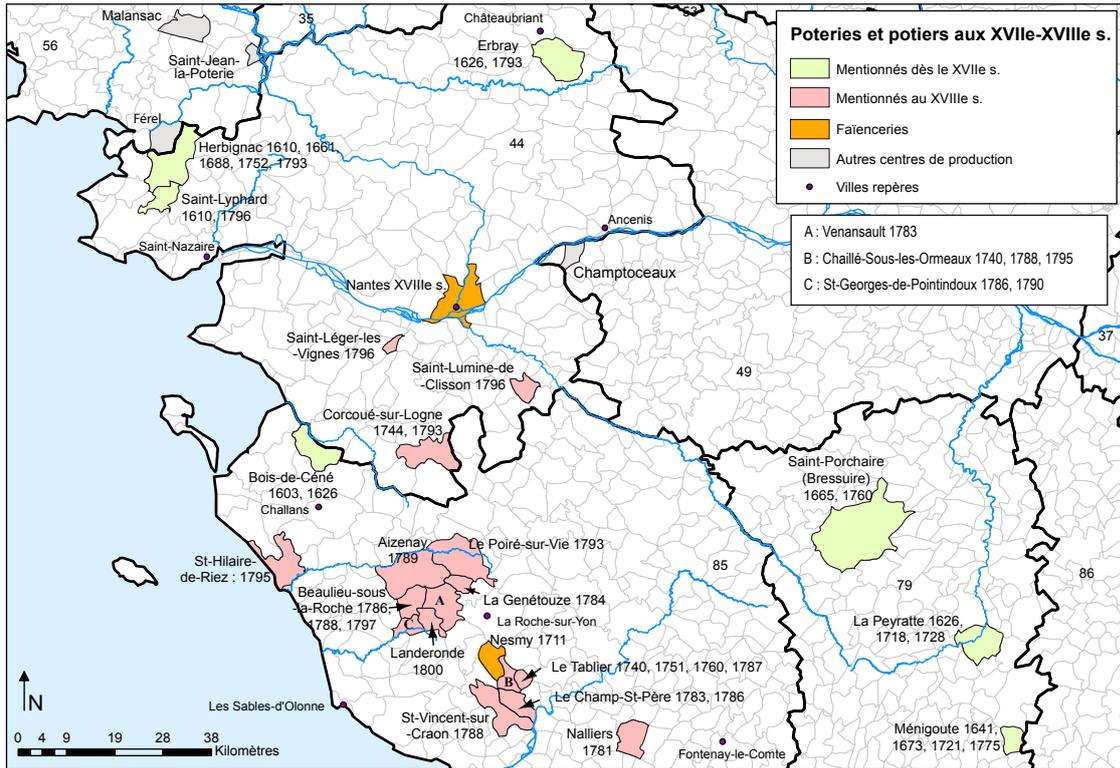


Fig. 5. Cartographie des poteries et potiers aux XVII^e-XVIII^e siècles (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

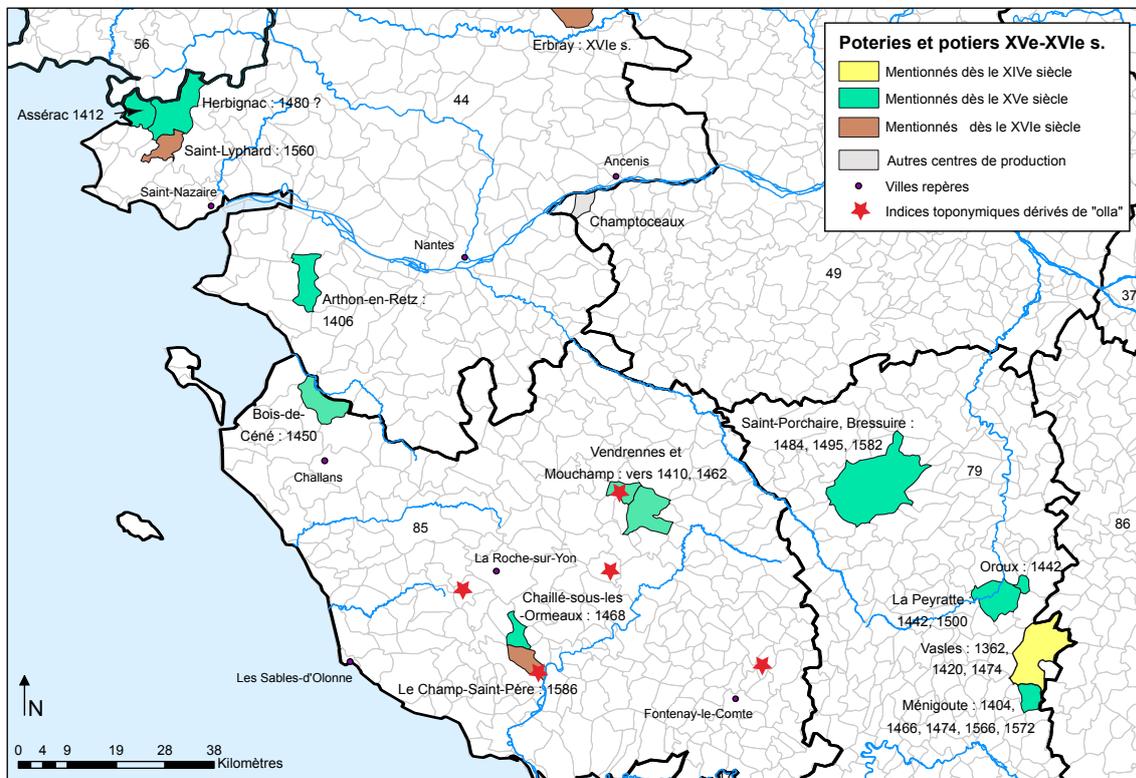


Fig. 6. Cartographie des poteries et potiers aux XV^e-XVI^e siècles (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

C'est d'autant plus surprenant que cet atelier, qui semble fonctionner dès le XV^e siècle, correspond à l'unique atelier, probablement important, qui disparaît aussi précocement. À l'inverse, les nombreux villages qui, en 1836, accueillent un ou deux potiers, n'offrent pas de signes d'activité à l'époque moderne. C'est à la fois dû à une question de temps de recherche face à l'ampleur du territoire, mais aussi peut-être à leur moindre dispersion à l'époque moderne.

La carte de la fin du Moyen Âge est bien entendu moins bien renseignée (**fig. 6**). Les Deux-Sèvres sont surreprésentés du fait des recherches effectuées dans le cadre de la thèse sur l'artisanat dans le Haut-Poitou (Champagne 2007). Il est tout à fait important de constater le maintien de centres apparaissant désormais comme des pôles structurants de la carte artisanale des deux départements étudiés. C'est le cas du centre d'Herbignac, auquel se greffent probablement quelques ateliers sur les communes voisines, Saint-Lyphard et Férel (Morbihan). Cette extension est fondée sur des toponymes (bois au Potier en 1560), dont il faut certes se méfier, mais elle est renforcée par un aveu de 1610, qui mentionne les potiers d'Herbignac, Saint-Lyphard et autres paroisses circonvoisines (Guimard 1997 : 121). Pour Assérac, l'existence en 1412 d'un village nommé la Poterie est aussi un indice car relativement précoce, mais cette présence semble disparaître ensuite. Les données mises au jour par A. Guimard, principalement des pièces de procédures avec le seigneur de Trévélec, dont certaines passées devant notaire et datées du milieu du XVIII^e siècle, permettent de dénombrer à Herbignac et Férel un minimum de 39 potiers ce qui est tout à fait important (Guimard 1997 : 129).

Dans ce secteur au nord de la Loire, il faudrait probablement ajouter l'atelier des Landelles à Erbray sur lequel il conviendrait de travailler, mais les indices publiés en 1870 sont tout à fait concordants avec ce que l'on peut attendre d'un atelier existant à la fin de l'époque médiévale (Goudé 1870 : 178-181, 373).

Dans le pays de Retz, et plus précisément à Arthon-en-Retz, les potiers de Bois Hamon apparaissent dans un aveu dès 1406, puis disparaissent de notre champ de vision faute de documents modernes (*Cartulaire Rays* 1898 : 438). Mais le pays de Retz est aussi un secteur qui a connu une activité de la terre cuite continue. On y trouve en effet de très nombreux tuiliers en 1836 ainsi qu'à la fin du XVIII^e siècle (Chauvé¹⁴¹), mais aussi dans le secteur de la forêt de Machecoul¹⁴², de La Chevrolière¹⁴³, Saint-Lumine-de-Coutais¹⁴⁴ et Saint-Philbert-de-Grandlieu (**fig. 7**)¹⁴⁵. Il est peu probable que parmi ces nombreuses tuileries, aucune ne soit d'origine médiévale¹⁴⁶.

Le secteur de Vendrennes et Mouchamp, du même acabit, a été ciblé aux archives départementales. Il s'agit d'une zone boisée, celle de la forêt du Parc Soubise, appartenant à quatre communes (Vendrennes, Mouchamp, Ardelay-Les-Herbières, Mesnard-La Barrotière) ou les jouxtant. Un potier de Vendrennes est mentionné lors d'un procès en 1462, alors qu'il témoigne des tentatives de son père pour installer un atelier dans ladite forêt quelques dizaines d'années auparavant¹⁴⁷. Dans ce secteur déjà occupé par des verriers et des tuiliers, le potier semble devoir abandonner son projet devant l'hostilité de la population et des moines de l'abbaye de la Grainetière. En 1599 et en 1620, on signale un four à chaux à La Touche-Boudaud de Vendrennes et en 1626, un marchand de chaux

¹⁴¹ Tuilerie à la petite Masserie, travaux généalogiques de la famille Bouyer.

¹⁴² AD44, E522, comptes du terrage de la forêt de Machecoul, tuilerie en activité en 1784-1788 avec le détail de sa production en tuiles, briques et carreaux.

¹⁴³ AD44 en ligne, recensement an IV.

¹⁴⁴ AD44 en ligne, recensement an IV.

¹⁴⁵ AD44 en ligne, recensement an IV.

¹⁴⁶ Un compte de la châtellenie des Huguetières de 1450 mentionne une série d'achats de tuiles et de chaux pour des travaux. Les indications sont malheureusement ambiguës pour notre propos. Ainsi au fol. 24 v°, on signale le salaire d'un transporteur qui mène la chaux achetée de Saint-Même à Saint-Philbert-de-Grandlieu. Il est tentant d'y voir un possible atelier à Saint-Même, mais il est aussi possible que l'achat soit ici fait à un marchand. Un peu plus loin, un autre tonneau est acheté à Nantes.

¹⁴⁷ AD86, SAHP 184, fol. 27-28 v°.

dans la même paroisse, cité comme acquéreur de terres (**fig. 7 et 8**)¹⁴⁸. Nous y avons découvert la présence de personnes portant le nom de famille Potier en 1609 et des mentions au XVI^e siècle d'un lieu nommé La Poterie. Il existe encore un lieu-dit La Poterie de La Jonchère à Mouchamp et un lieu « La Poterie » près de La Jonchère à cheval sur Ardelay et Mouchamp¹⁴⁹. Or La Jonchère est un village qui a produit des terres cuites architecturales et de la chaux depuis au moins le XV^e siècle. Jacques Benoit et Jean Hardy, tuiliers de La Jonchère sont ainsi cités dans un procès en 1462 pour avoir pris beaucoup de bois dans la proche forêt du Parc durant environ 20 ans¹⁵⁰. De très régulières mentions témoignent d'une activité totalement pérenne (1542, 1571, 1618, 1644, 1671, 1699) dans et autour de La Jonchère et à La Batarderie¹⁵¹. Cette dernière tuilerie disparaît avant 1780¹⁵². On connaît aussi une tuilerie à La Touche à Mouchamp en 1542¹⁵³. Il existe donc pour ce secteur une richesse documentaire remarquable, pour des dépouillements encore incomplets et rapidement réalisés, qui laissent augurer de belles perspectives.

Si les toponymes Poterie(s) demeurent délicats à utiliser, il n'en est pas de même pour les dérivés de « olla » qui signifie pot en latin (Chapelot et Chapelot 2000 : 124). La mention dans deux déclarations de terres en 1599 et 1605, tirée de l'inventaire des titres de la seigneurie de Vendrennes, des « vieilles Oulières » (aujourd'hui Les Houlières), localisées à Saint-Hilaire-le-Vouhis, est un indice important dans un secteur pour le moment non documenté, d'une activité de production de terre cuites¹⁵⁴. D'autres indices toponymiques de même type existent aux Clouzeaux (en 1703), en limite de la paroisse de Landeronde, connu pour son nombre important de potiers¹⁵⁵, mais aussi à Mervent (dès 1589), proche d'un lieu-dit Les Tessonnières¹⁵⁶ et à Champ-Saint-Père. Ils renvoient souvent à des ateliers fonctionnant avant que la documentation écrite n'apparaisse.

Plus au sud, les trois secteurs de production des Deux-Sèvres et celui de la basse vallée de l'Yon ont, sans surprise, des origines médiévales, prouvées par la documentation écrite. Même s'ils ont déjà été publiés par ailleurs, il convient d'y revenir très rapidement (Gadé 1993 ; Champagne 2007 : 162). Il existe dans les communes du Tablier, Chaillé-sous-les-Ormeaux et Nesmy, mais aussi Saint-Vincent-sur-Craon, une forte activité au XVIII^e siècle, partagée entre faïenciers, tuiliers et potiers (**fig. 7**). Les deux mentions les plus anciennes datent de 1468 et 1586 (Chapelot 2005). La première concerne une vente de terres par la veuve de Grégoire Cousseau, potier en son vivant, demeurant à Boiscloux, paroisse de Chaillé-sous-les-Ormeaux. Au XVI^e siècle, ce sont deux marchands rochelais qui demandent à Symon Martineau de La Baffardière du Champ-Saint-Père des formes à sucre (**fig. 5**). Dans les deux cas, les documents témoignent des liens qui unissent le grand port atlantique et les artisans vendéens. Comme ceci a déjà été précisé, des comptes de rachat et des fragments de censiers mentionnent dès le milieu du XV^e siècle des familles Potiers et le lieu de La Poterie, relevant de La Gerbaudière, paroisse du Tablier.

¹⁴⁸ AD85, 1Mi 102, rouleau 2, inventaire des titres de la Baronnie de Mouchamp de 1658 ; registre du greffe de la baronnie de Mouchamp, 1626.

¹⁴⁹ AD85, 1Mi 102, chartrier du Parc de Soubise, baronnie de Mouchamp, lecture des rouleaux 2, 4 et 5. Dans le rouleau 4, censier de 1609. L'inventaire des titres de la baronnie de Mouchamp en 1658 mentionne des déclarations de 1549, 1562, 1589 mentionnant des domaines au lieu La Poterie.

¹⁵⁰ AD86, SAHP 184, fol. 15, 16 v^o, 17 v^o, 19, 22 v^o, 24, 29, 31 v^o.

¹⁵¹ AD85, 1Mi 102, rouleau 2, cahier d'auditions pour une enquête sur la forêt du Parc (1540-1542) ; AD28, H4031, inventaire des titres de l'abbaye de La Grainetière, vues 106-107, 114-115 (en ligne sur le site des AD85) ; AD85, 150J H22, cahier de comptes de 1618.

¹⁵² *Idem*, vue 220 (en ligne sur le site des AD85).

¹⁵³ AD85, 1Mi 102, rouleau 2, cahier d'auditions pour une enquête sur la forêt du Parc (1540-1542).

¹⁵⁴ AD85, 1Mi 102, rouleau 2.

¹⁵⁵ AD85, 43J17, chartrier de La Barre-Blanchère.

¹⁵⁶ AD85, 3E35/10, 04/02/1589 (minutes en ligne).

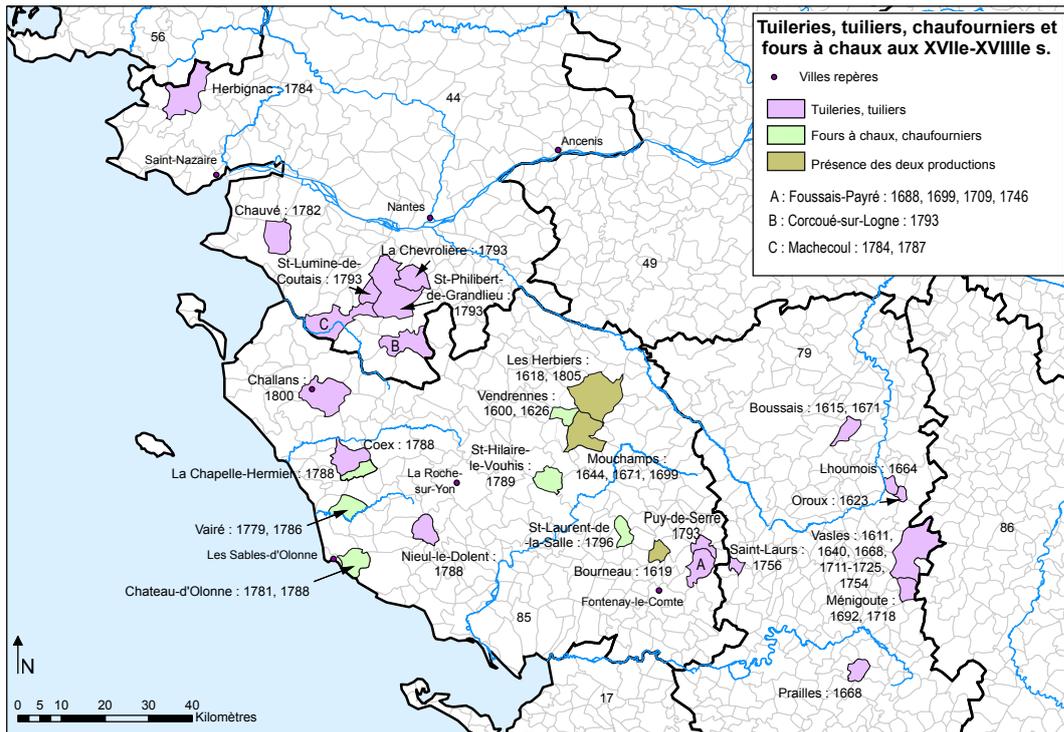


Fig. 7. Cartographie des tuileries, tuiliers, chaufourniers et fours à chaux aux XVII^e-XVIII^e siècles (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

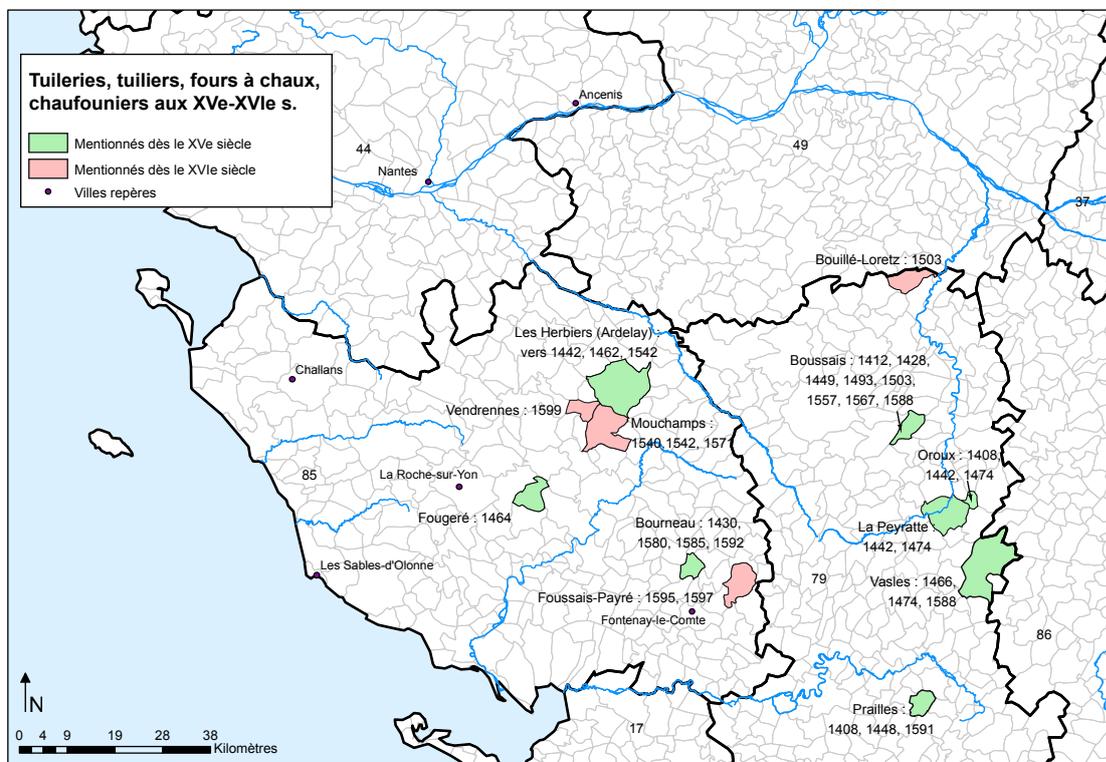


Fig. 8. Cartographie des tuileries, tuiliers, chaufourniers et fours à chaux aux XV^e-XVI^e siècles (doc. A. Champagne, M. Le Couédic).

Il est possible que l'absence des secteurs de Courcoué-sur-Logne, d'Aizenay et Landeronde, voire de la zone frontière du Maine-et-Loire (La Boissière-du-Doré et La Regrippière), soit uniquement liée à un manque de temps et un défaut de documents étant donné leurs atouts respectifs. Ainsi, la zone Légé/Courcoué-sur-Logne accueille entre les XVIII^e et XIX^e siècles un nombre significatif de potiers et de tuiliers qu'il serait bien tentant d'ancrer dans les siècles précédents¹⁵⁷.

Une dernière zone retient l'attention. Il s'agit de la périphérie de Fontenay-le-Comte (**fig. 7 et 8**). Cette ville bénéficie d'une magnifique série d'archives notariales de la fin du XVI^e et de la première moitié du XVII^e siècle qui illustre entre autres le marché de la construction, mais aussi de deux comptes du milieu du XV^e siècle¹⁵⁸. Les mentions de tuiliers, chauniers ou marchands tuiliers couvrent les XV^e-XVII^e siècles¹⁵⁹. Beaucoup des noms de famille changent, et un seul reste entre 1427 et 1592, celui de Texier. Tous proviennent du village de Bourneau, dans la commune de Bourseguin, et semblent contrôler une bonne partie de l'approvisionnement du marché fontenaisien avec les artisans du village des Roulières à Foussais-Payré, à 5 km au sud du village des Oulières de Mervent. Ces derniers sont documentés sur une période un peu plus courte, entre 1595 et 1746¹⁶⁰. Ces deux pôles semblent à l'époque moderne constituer les deux gros centres de production du sud de la Vendée, avec probablement Saint-Laurs dans les Deux-Sèvres. Cette zone fournit un excellent exemple de la concentration d'artisanats ruraux de la terre cuite, mais aussi du verre et du métal et de tous ceux gravitant autour de la forêt.

Dans la cartographie des tuiliers/tuileries et fours à chaux/chaufourniers à l'époque médiévale, les deux productions ne sont pas distinguées. Ce choix est sans doute contestable, car si la documentation distingue les deux professions au XIX^e siècle, voire au XVIII^e siècle, notamment dans les recensements et les rôles de corvées, les choses sont bien moins claires lorsque les textes abordent les ateliers. Les archives mentionnent plus régulièrement ces deux productions associées. C'est le cas du bail de la tuilerie de La Batarderie près de La Jonchère à Ardelay en 1671. On trouve dans ce lieu de nombreuses mentions de tuileries ainsi qu'une « chaulnerie » en 1540¹⁶¹. Les artisans de Bourneau, paroisse de Bourseguin au nord de Fontenay-le-Comte, vendent à la fois tuiles creuses, chaux et carreaux de fours¹⁶².

3.2. Productions et commercialisations : quelques indices

Ce travail documentaire permet à la fois d'orienter des enquêtes de terrain mais aussi d'évoquer différents aspects du quotidien de ces ateliers comme les conditions juridiques et techniques de la production artisanale, les conditions de vie des artisans et leur place dans la société, mais aussi les productions elles-mêmes et leur commercialisation. L'objet de cet article n'est pas d'aborder tous ces sujets mais, plus modestement, d'en proposer un aperçu rapide.

Parmi les questions intéressantes en premier lieu les archéologues, celle des productions mérite d'être évoquée. Les mentions de formes de poteries sont rares dans les sources écrites. Cependant toute mention est à considérer comme un jalon utile à la compréhension des circuits commerciaux et

¹⁵⁷ Nous avons consulté pour ce secteur quelques liasses AD44, 135J 1-2 (fonds de la Roche St André) et effectué des dépouillements d'archives notariales de Montaigu AD85, 3E 27/236 (année 1781), vue 172-176.

¹⁵⁸ Ces minutes notariales sont numérisées et consultables en ligne. Un inventaire sommaire fournit quelques entrées que nous avons utilisées. AN, Q1* 1595, comptes du receveur de Fontenay (1437-1441) ; BN, ms fr 8818-19, comptes du receveur de Fontenay (1427-1430).

¹⁵⁹ En fait les années 1430, 1439-40, 1580, 1585, 1592, 1618, 1619, 1620 (AN, fr 8818, fol. 60 v^o, 64 ; AN, Q1* 1595, fol. 68 v^o ; AD85, 3E 35/9, 3E 37/241, 254, 292, 294, 298).

¹⁶⁰ Pour les années 1595, 1688, 1694, 1699, 1709, 1746 (AD85, 3E37/259 et données généalogiques).

¹⁶¹ AD85, 1Mi 102, rouleau 2.

¹⁶² AD85, 3E37/241, 30/04/1580 (en ligne).

complète les données archéologiques. Le nom générique le plus commun est celui de pot, mais il reste imprécis sur la fonction et sur la forme.

Quelques types se distinguent pour le Moyen Âge principalement dans les comptabilités seigneuriales ou des aveux comme celui du seigneur de Bois-de-Céné pour son fief de La Bailli, au début du XVII^e siècle, rendu au seigneur de La Garnache. Il reconnaît le droit de prendre sur les potiers qui extraient de la terre dans ledit fief « *toutes es pièces de poterie, chacun an, à moy requise pour la provision et servitude de ma maison et de ma métairie et métayer en icelles, comme pots, pinnaces, buyhes es chauffettes, casse-terans, crémoirs, buhours et toute autres pièces de poterie* »¹⁶³.

Buhour ou *bujour* est la transcription poitevine d'une forme également connue en Saintonge et appelée *bujoir* (Chapelot 1975 : 54). Ce sont des ponnes qui peuvent être glaçurées au plomb comme à Vasles en 1469¹⁶⁴. Le saloir est, quant à lui, destiné à la conservation de la viande salée. Pour cet usage, la pâte est normalement grésée, voire plombée¹⁶⁵. Le terme de *pinate* peut en être un synonyme. Au Bois-de-Céné, les *pinates* ou *pinnaces* sont citées dans la liste des productions, mais pas les saloirs. Peut-être s'agit-il de la même forme. Les *buyes* sont normalement des formes pour les liquides. Dans la région de Mirebeau (Vienne) en 1493, on considère la *buye* comme une cruche (Célier 1958 : 23, doc. 315, août 1493). Les *chaufferettes* sont des petits récipients recevant des braises. Dans la version de l'aveu rendu au seigneur de La Garnache de 1603, le terme employé est *brazoueres*. C'est, en patois poitevin, un récipient dans lequel on fait cuire certaines viandes à la braise. Les potiers de La Guérinière en fabriquent au XVII^e siècle¹⁶⁶. La définition du *casse-terans* est un peu plus floue. Le *casse* est habituellement une terrine de terre cuite ou une lèche-frite. Le second terme est inconnu ; peut-être s'agit-il d'une simple précision quant à la matière utilisée, la terre. Enfin, le *cremoir* est une bassine très évasée qui permet de récupérer la crème (Bourdu, Mestivier 1984).

Les inventaires de maisons sont des documents riches. Dans l'inventaire des biens, meubles, immeubles de défunt Gilles de La Boucherie, écuyer des Boushaulx et de La Gaudinière, rendu au sénéchal, écuyer de la baronnie et terre de La Garnache en 1517¹⁶⁷, sont mentionnés par exemple des mortiers, qui sont ici en métal, des pots en fer et de la vaisselle d'étain (pots, plats, écuelle, tasses gobelet et *buhe*). Ces documents sont souvent plus précis pour la fin de la période moderne. À Herbignac, A. Guimard mentionne ainsi pour le XVIII^e siècle des charniers, ponnes (ou bué à lessive ou *couloué*), guérines, berchets, behour, braye, écuelles, *ribottes* (barattes), *burots*, *padelles* (grandes jattes) (Guimard 1997 : 72-74). L'identification de toutes ces pièces n'est pas simple. Certaines ne sont présentes que chez les personnes aisées, comme les *platènes* (forme inconnue), bouteilles de terre, tourtières, casseroles et assiettes. Un premier catalogue de forme est donc envisageable.

Quelques mentions témoignent aussi des axes de commercialisation des céramiques entre ateliers et marchés. C'est le cas des formes à sucre, demandées à des potiers de Champ-Saint-Père et destinées aux raffineries rochelaises dans la seconde moitié du XVI^e siècle (Chapelot 2005 : 69). Nous ne savons rien du lendemain de cet acte, mais il est probable qu'il soit le signe de relations solides établies entre le centre de la basse vallée de l'Yon et La Rochelle.

Les poteries fabriquées dans les Mauges alimentent le marché nantais. En 1568, un marchand de Saint-Martin-du-Doré en Anjou (aujourd'hui dans la commune du Puiset-Doré, Maine-et-Loire) amène en bateau cinq « charges de cheval » de poteries (Guimard 1997 : 94, n. 323 citant Tanguy 1967 : 207). Pour les périodes plus récentes, A. Guimard a mis en évidence une partie des axes de

¹⁶³ AD86, J 211, 6 juin 1603 ; Bib. mun. de Poitiers, ms Ledain 603, p. 569, 26 avril 1626.

¹⁶⁴ AD86, 2H1 45.

¹⁶⁵ AD86, 2H1 45.

¹⁶⁶ AD86, 3E 220, fol. 90.

¹⁶⁷ AD85, 123J, liasse 2, archives de la Gaudinière (1 Mi14-1).

diffusion de la céramique d'Herbignac (Guimard 1997 : 81-93). Il existe des preuves de ventes pour le XVIII^e siècle vers Saint-Nazaire. Au XIX^e siècle, ces productions se vendent aussi bien à Nantes que dans le Morbihan et probablement vers la presqu'île guérandaise.

Pour les terres cuites architecturales et la chaux, les comptes de chantiers sont riches en mentions de ce type, puisque l'on peut suivre les achats de matériaux pour la construction. Les tuiliers chauffourniers de Bourneau à Bourseguin et des Roulières à Foussais-Payré alimentent la ville de Fontenay-le-Comte dès le XV^e siècle et au XVI^e siècle¹⁶⁸, ceux de la Jonchère le château du Parc de Soubise¹⁶⁹. Les comptes des Huguetières (La Chevrolière) mentionnent des transports de chaux de Saint-Mesme à Saint-Philbert-de-Grandlieu, d'autres de Nantes à Rezé par bateau puis en charrette au moulin des « Haultes Champs » (non localisé) pour sa réparation en 1450¹⁷⁰. Cette documentation est assez accessible et permettrait aisément la mise en place d'une base de données.

Conclusion

Cette recherche documentaire amorcée en 2013 a été adaptée au temps disponible et des choix ont dû être faits. Rapidement limitée à deux départements, elle est fondée sur une spatialisation issue du dépouillement des recensements de 1836, avant de tenter des compléments de recherche dans les dépôts d'archives. Ce choix géographique permettait plus modestement de proposer un premier complément à la synthèse publiée sur les ateliers bretons en 1996 (Fichet de Clairefontaine 1996). À ce stade, trois départements apparaissent comme les parents pauvres du dossier, le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe.

Au terme de ce travail, il se dessine clairement une cartographie des principaux lieux de production céramique l'époque moderne. Cette carte vient avantageusement compléter celle des sites connus par les fouilles et notamment celle des ateliers de production (Henigfeld 2015 : 9). Les départements étudiés se démarquent par des réalités spécifiques (densité, répartition, concentration des différents types de productions), qu'il conviendrait d'approfondir avec par exemple l'aide de géologues. Le schéma de répartition qu'il est possible de suivre sous l'Ancien Régime montre l'existence dans les deux départements de villages spécialisés produisant soit des céramiques, soit des terres cuites architecturales. Ils fonctionnent clairement en symbiose ou en opposition avec ceux des départements voisins. Ces gros centres paraissent les plus à-même d'offrir matière à des monographies diachroniques, fondées sur des prospections archéologiques qui pourraient s'appuyer sur les cadastres napoléoniens et sur des recherches en archives beaucoup plus approfondies, à l'image du travail réalisé sur Herbignac. Ces gros centres ont pu se maintenir à long terme, du Moyen Âge aux XIX^e et XX^e siècles, les autres ayant une existence plus courte et plus instable.

Il semble en revanche un peu précoce d'envisager une synthèse historique sur les conditions de production. Certes, toutes les informations récoltées n'ont pas été présentées, telles ces mentions sur les conditions d'accès à la matière première et sur les moyens de transport de pots par les artisans allant vers les marchés. En 1384, Jean le Pelletier, potier, qui était allé avec son beau-frère au marché de Pouzauges accompagné de deux juments chargées de pots, obtient une lettre de rémission pour un meurtre (Guérin 1891 : 213-216). Malheureusement, leur paroisse d'origine est inconnue. Mais l'utilisation de juments est plutôt un signe d'aisance pour cette période.

La porte est donc ouverte pour des lendemains prometteurs, d'autant que la dynamique enclenchée par le PCR est particulièrement motivante. Il faut espérer que les typo-chronologies mises en place permettront aussi de caractériser les réseaux de distribution à travers les sites de consommation et

¹⁶⁸ AD85 en ligne, minutes notariales de Fontenay-le-Comte.

¹⁶⁹ AD85, 150J, liasse H22, cahier de 1609.

¹⁷⁰ AD44, E502/3 (1450), fol. 24v°.

quelques ateliers fouillés. Ainsi des comparaisons, parfois contradictoires, mais stimulantes, seront possibles avec les données de la documentation écrite.

Sources et références bibliographiques

Liste des abréviations

AN : archives nationales

AD28 : archives départementales d'Eure-et-Loir

AD44 : archives départementales de la Loire-Atlantique

AD85 : archives départementales de la Vendée

AD86 : archives départementales de la Vienne

Bib. Mun. : bibliothèque municipale

BN : bibliothèque nationale

Sources consultées (hors recensements de 1836 et divers rôles d'imposition du XVIII^e siècle mis en ligne)

Archives départementales de l'Eure-et-Loir :

Série H : H4031 (inventaire des titres de l'abbaye de la Grainetière, en ligne sur le site des AD85)

Archives départementales de la Loire-Atlantique :

Série E : E 502, liasses 3 et 5, (comptes de 1450, 1454, 1462, châtellenie des Huguetières) ; E522 (terrage de la forêt de Machecoul)

Série J : 135J fonds de la Roche Saint-André (Corcoué-sur-Logne), liasses 1 et 2

Archives départementales de la Vendée :

Série E : 1E263, censier Courrilière (Le Boupéré) ; 1E liasse 1264 (Talmont) ; 3E, études 35-38 minutier de Fontenay-le-Comte.

Série H : H154 (abbaye Ste-Croix Talmont) ; H205 (Sainte Lierne, La Roche-sur-Yon)

Série J : 1J2051, censier seigneurie de Verrie (1544-49) ; 2J, (chartrier d'Apremont), liasses 24, 25, 26, 27, 54 ; 22J104 ; 25J145, Palluau ; 32J31, (chartrier du Landreau) liasses 12, 28 ; 43J ; 48J ; 52J ; 81J ; 84J ; 123J, archives de La Gaudinière (1 Mi14 1-2)

Série microfilm : 1Mi 102, chartrier du parc de Soubise (5 rouleaux)

Archives départementales de la Vienne :

Série E : 3E 220

Série H : 2H1 45 (comptes de la seigneurie de Vasles)

Série J : J211

Société des archives historiques du Poitou : liasse 184 (abbaye de la Grainetière)

Bibliothèque municipale de Poitiers :

Fonds B. Ledain, ms 603

Archives nationales :

Q1* 1595, comptes du receveur de Fontenay (1437-1441)

Bibliothèque nationale :

ms fr 8818-19, comptes du receveur de Fontenay (1427-1430)

Bibliographie

André 1996 : ANDRE (P.). — Le centre potier de Malansac (Morbihan) (fin XVII^e-déb. XX^e s.). In : FICHET DE CLAIRFONTAINE 1996 : 41-51.

Belmont 1998 : BELMONT (A.). — *Des ateliers au village : les artisans ruraux en Dauphiné sous l'Ancien Régime*. Grenoble, 1998. 2 vol.

Bourdu, Mestivier 1984 : BOURDU (D.), MESTIVIER (J.-L.). — Art du feu et des eaux en Poitou, *Le Chareuil*, n° 8, juin 1984.

Bourin 1996 : BOURIN (M.). — France du Midi et France du Nord : deux systèmes anthroponymiques ? In : BOURIN (M.), MARTIN (J.-M.), MENANT (F.). dir. — *L'anthroponymie, document de l'histoire méditerranéennes médiévaux*, Actes du colloque international de Rome, 6-8 octobre 1994. Rome, 1996, p. 179-202.

Calvet, Rieth, Maillard 2009 : CALVET (M.-F.), RIETH (B.), MAILLARD (A.). — Permanence et durée de vie des tuileries à partir de deux exemples de tuileries seigneuriales médiévales en Champagne méridionale. In : CHAPELOT (J.), CHAPELOT (O.), RIETH (B.) dir. *Terres cuites architecturales médiévales et modernes en Île-de-France et dans les régions voisines*. Caen : éd. du CRAHM, 2009, p. 21-31.

Cartulaire Rays 1898 : *Cartulaire des sires de Rays, 1160-1449*, Blanchard R. éd., *Archives Historiques du Poitou*, XXVIII, 1898.

Cavoleau an IX : CAVOLEAU (J.-A.). — *Description abrégée du département de la Vendée*, Fontenay-le-Comte, An IX (consulté en ligne le 04/02/2017) <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k85018w/f1.item>).

Célier 1958 : CELIER (L.). — Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France, XIV (1492-1502). *Archives Historiques du Poitou*, t. LVI, 1958.

Champagne 2007 : CHAMPAGNE (A.). — *L'Artisanat rural en Haut-Poitou (milieu XIV^e-fin XVI^e s.)*, 2007, Rennes : Presses Universitaires de Rennes. 243 p. : ill.

Champagne 2011 : CHAMPAGNE (A.). — L'apport des sources écrites à la connaissance des ateliers de production de terres cuites poitevins (XIV^e-XVIII^e siècles). In : BOCQUET-LIENARD (A.), FAJAL (B.). dir. — *À propo[t]s de l'usage, de la production et de la circulation des terres cuites dans l'Europe du Nord-Ouest (XIV^e – XVI^e s.)*, Table ronde 7-8 décembre 2007 (Université de Caen Basse-Normandie). Caen : Publications du CRAHM, 2011, p. 155-166.

Champagne 2011 : CHAMPAGNE (A.). — Construire à Brouage : un état de la question. In : *Migrations, transferts et échanges de part et d'autre de l'Atlantique, histoire et archéologie des XVI^e-*

XVII^e siècles, 133^e congrès national des sociétés savantes historiques et scientifiques (Québec, 2008). Québec : CTHS, 2011, p. 17-30 (édition électronique <http://cths.fr/ed/edition.php?id=5076>)

Chapelot 1975 : CHAPELOT (J.) dir. — *Potiers de Saintonge-Huit siècles d'artisanat rural*. In : Catalogue d'exposition du Musée National des Arts et Traditions Populaires, 22 novembre 1975-1^{er} mars 1976. Paris, 1975.

Chapelot 2005 : CHAPELOT (J.). — Le raffinage du sucre dans la seconde moitié du XVI^e siècle à La Rochelle et ses relations avec les ateliers céramiques régionaux, *Archéologie médiévale*, t. 35, 2005, p. 167-173.

Chapelot 2011 : CHAPELOT (J.). — Le rapport à l'espace des potiers de la Chapelle-des-Pots (Charente-Maritime) du XIII^e au XVIII^e siècle. In : BOCQUET-LIENARD (A.), FAJAL (B.) dir.— *À propo[t]s de l'usage, de la production et de la circulation des terres cuites dans l'Europe du Nord-Ouest (XIV^e – XVI^e s.)*, Table ronde des 7 et 8 décembre 2007 (Université de Caen Basse-Normandie). Caen : Publications du CRAHM, 2011, p. 53-76.

Chapelot, Chapelot 2000 : CHAPELOT (O.), CHAPELOT (J.). — L'artisanat de la poterie et de la terre cuite architecturale : un moyen de connaissance des sociétés rurales du Moyen Âge. In : MOUSNIER (M.) éd. — *L'artisan au village dans l'Europe médiévale et moderne*, actes des XIX^e Journées Internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran, sept. 1997. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2000, p. 87-148.

Chapelot, Chapelot, Rieth 2009 : CHAPELOT (J.), CHAPELOT (O.), RIETH (B.). — Introduction, étudier la terre cuite architecturale médiévale et moderne. In : CHAPELOT (J.), CHAPELOT (O.), RIETH (B.). — *Terres cuites architecturales médiévales et modernes en Île-de-France et dans les régions voisines*. Caen : Publications du CRAHM, 2009, p. 1-2.

Chatelain 1954 : CHATELAIN (A.). — Valeur des recensements de la population française au XIX^e siècle », *Revue de géographie de Lyon*, 1954, vol. 29, n^o 4, p. 273-280.

Chevas 1852 : Chevas (J.). — Notes historiques et statistiques sur les communes du département de la Loire-Inférieure : Tome premier : Arrondissement de Paimboeuf. Nantes, 1852.

Dupaquier 1988 : Dupaquier (J.). — *Histoire de la population française, t. I des origines à la renaissance*. Paris, 1988 (rééd. 1995).

Fillon 1864 : FILLON (B.). — *L'art de la terre chez les Poitevins suivi d'une étude sur l'ancienneté de la fabrication du verre en Poitou*. Niort, 1864.

Fichet de Clairefontaine 1996 : FICHET DE CLAIREFONTAINE (F.) dir.— *Ateliers de potiers médiévaux en Bretagne*. Paris : Maison des sciences de l'homme, 1996. 165 p. : ill. (DAF ; 55).

Fontenelle de Vaudoré 1844 : FONTENELLE DE VAUDORE (de la) (A.-D.). — *Statistique du département de la Vendée par J.-A. Cavoleau annoté et considérablement augmenté par A.-D. de la Fontenelle de Vaudoré*. Fontenay-le-Comte/Paris, 1844.

Gadé 1993 : GADE (P.). — Recherche sur les ateliers de potiers de la basse vallée de l'Yon (Vendée). In : CHAPELOT (J.) — *Projet de recherche sur la céramique médiévale en Poitou-Charentes. Rapport d'activité 1993*. Poitiers, 1993, p. 135-146.

Guépin 1839 : GUEPIN (M.-A.). — *Histoire de Nantes*, seconde édition, Nantes, 1839.

Guérin 1891 : GUERIN (P.). — Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France, V (1376-1390), *Archives Historiques du Poitou*, t. XXI, 1891.

Guyotjeannin 2005 : GUYOTJEANNIN (O.). — *Atlas de l'histoire de France IX^e-XV^e siècle, La France médiévale*. Paris, 2005.

Henigfeld 2015 : HENIGFELD (Y.) coord. — *La céramique médiévale dans les Pays de la Loire et en Bretagne du XI^e au XVI^e siècle, Rapport d'activités 2015 du Projet Collectif de Recherche*. Nantes : Université de Nantes, 2015. 220 p. : ill.

Le Méné 1982 : LE MENE (M.). — *Les campagnes angevines à la fin du Moyen Âge*. Nantes, 1982.

Pitte 1986 : PITTE (J.-R.). — *Histoire du paysage français, t.1 : Le sacré : de la Préhistoire au XV^e siècle*. Paris, 1986.

Port 1874-1878 : PORT (C.). — *Dictionnaire historique et géographique de Maine-et-Loire*. Paris-Angers, 3 vol., 1874-1878.

Seguin 2005 : SEGUIN (M.). — *Histoire de l'Aunis et de la Saintonge, t. 3, le début des temps modernes 1480-1610*. La Crèche, 2005.

Tanguy 1967 : TANGUY (J.). — *Le commerce nantais à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle*, thèse. Rennes, 1967.